

Atelier « Financement - Émergence de projets »

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau national :

Plan d'actions (Comité stratégique de l'agroalimentaire et de l'agro-industrie) ; « loi d'avenir ».

- 3.3- Adapter les aides publiques** (notamment à l'occasion de la création de la BPI et du crédit impôt compétitivité, caution de la BPI pour les créances liées au crédit impôt pour la compétitivité et l'emploi) **au cycle de vie de l'entreprise et intégrer les spécificités des IAA** (une attention particulière doit être portée aux premières étapes du développement de l'entre prise et aux spécificités de l'agroalimentaire, en particulier à sa faible rentabilité, compensée par une certaine stabilité de l'activité), en recherchant l'émergence d'entreprises de taille plus importante (*sujet non consensuel au sein du groupe*)
- 3.4- Lever les contraintes pesant sur l'environnement des entreprises** : contraintes administratives, sociales, syndicales...
- 3.5- Organiser une communication nationale sur l'image des IAA qui puisse être relayée en région** (à réaliser à l'échelle normande) afin de renforcer l'attractivité des IAA auprès des investisseurs (*sujet qui recoupe, partiellement, la question de l'attractivité abordée dans l'atelier emploi, et la dimension de filière qui relève de l'atelier Stratégies collectives*)

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre au niveau régional :

- 3.1- Accompagner les entreprises dans la définition d'une stratégie, d'un projet de développement** : sensibiliser les chefs d'entreprise à la notion de stratégie et les inciter à s'engager dans des réseaux (approche à envisager via le banquier ou l'expert-comptable, qui connaissent déjà l'entreprise)
- 3.2- Renforcer la lisibilité des dispositifs d'aide existants** (harmonisation des financeurs ; guichet unique à faire connaître...)